



L'état d'urgence permanent : comment l'Occident a troqué la liberté contre l'illusion de la sécurité

Des confinements liés à la pandémie au rationnement de l'énergie, en passant par les lois sur l'identité numérique, les gouvernements occidentaux démantèlent discrètement les libertés individuelles — une « mesure d'urgence » après l'autre.

Claudio Grass

sam. 02 mai 2026

Contrairement aux siècles qui l'ont précédée, marqués par de grands affrontements idéologiques et des tournants majeurs dans la pensée, les valeurs et la culture occidentales, notre époque ne sera sans doute pas le théâtre de grandes batailles d'idées ni de moments capables de marquer durablement les historiens de demain. Elle sera rédigée dans un langage aride et bureaucratique et se résumera simplement

à une série de mesures d'urgence « temporaires ». C'est ainsi que nos libertés restantes, et avec elles notre civilisation occidentale, prendront fin : « non pas dans un fracas, mais dans un gémissement », comme le dirait T.S. Eliot.

À première vue, le glissement vers l'autoritarisme dans le monde occidental ressemble à une série d'accidents malheureux. Une pandémie par-ci, une guerre inutile contre la Russie par-là, une crise énergétique géopolitique juste après. Mais pour ceux qui gardent un scepticisme salutaire à l'égard du pouvoir de l'État, un processus bien plus délibéré se dessine.

Nous assistons à la transition d'une société de souveraineté individuelle — ou ce qu'il en restait — vers une société de conformité contrôlée. Il n'est même plus nécessaire de fabriquer le consentement, comme on le faisait autrefois, car l'opinion des gouvernés n'entre tout simplement plus en ligne de compte. De nouvelles politiques agressives, des obligations et des restrictions de toutes sortes sont désormais annoncées un jour et mises en œuvre le lendemain, sans que l'on prenne la peine de solliciter le moindre consentement. Après tout, c'est toujours une urgence — et il n'y a pas de temps à perdre avec des considérations aussi mineures que la volonté du peuple.

Briser la barrière psychologique

Ce plan a été finalisé pendant la période de la Covid, et aujourd'hui, il est appliqué au secteur de l'énergie et à nos identités numériques avec une précision effrayante. Avant 2020, l'idée qu'un gouvernement occidental puisse fermer unilatéralement des petites entreprises, dicter qui vous pouviez recevoir dans votre salon, vous interdire de quitter votre domicile ou imposer une procédure médicale comme condition d'emploi relevait de la fiction dystopique.

La crise du Covid a néanmoins considérablement déplacé la fenêtre d'Overton de ce qui est politiquement acceptable. Elle a prouvé que si l'on suscite suffisamment de peur, le public non seulement acceptera la suspension de ses droits fondamentaux, mais l'exigera même. Une fois établi le principe selon lequel le « bien commun » (tel que défini par l'État) prime sur l'autonomie corporelle, la liberté de réunion et la liberté d'expression, l'État s'est vu remettre un blanc-seing sur toutes les sphères de notre existence. La surveillance s'est également normalisée davantage, les applications de traçage et les « passeports sanitaires » servant de tremplin à l'infrastructure d'identité numérique que nous connaissons aujourd'hui. Comme l'a fait remarquer Milton Friedman, « rien n'est plus permanent qu'un programme gouvernemental temporaire ».

La crise énergétique : des « suggestions polies » aux restrictions énergétiques ?

Alors que la guerre en Iran continue de déstabiliser les marchés mondiaux, nous voyons le même scénario de l'ère Covid s'appliquer à l'énergie. Ce qui a commencé par des « suggestions polies » de baisser le thermostat ou de travailler à domicile pour « sauver le réseau » se transforme rapidement en un régime de rationnement énergétique.

Les récentes annonces de la Suède concernant la forte probabilité d'un rationnement du carburant sont un signe avant-coureur pour le reste de l'Occident. Si cette tendance se poursuit, nous risquons de franchir le Rubicon de manière irréversible : lorsque les démocraties occidentales soi-disant libérales commenceront à dicter la quantité de carburant que vous pouvez acheter ou la quantité d'électricité que votre foyer ou votre entreprise peut consommer, même l'illusion de la liberté sera perdue.

Le chemin qui nous y mène est très bien tracé depuis la période de la pandémie. Les gouvernements font d'abord appel à votre « devoir civique » de travailler à domicile et de réduire votre consommation, puis ils encouragent la conformité par des moyens concrets, comme la tarification variable et les « compteurs intelligents » qui pénalisent ceux qui ne respectent pas le calendrier imposé par l'État (tout comme les personnes vaccinées et masquées pouvaient travailler, participer à la vie publique ou faire leurs courses pendant la pandémie).

Enfin, les États pourraient en venir à mettre en place des « confinements énergétiques », pouvant impliquer un rationnement direct, des coupures de courant tournantes et la criminalisation de la consommation « excessive » d'énergie. Ces mesures peuvent sembler farfelues, mais elles sont déjà mises en œuvre dans divers pays à travers le monde : depuis un mois déjà, l'Égypte, par exemple, a contraint tous les magasins, centres commerciaux, restaurants et bars à fermer à 21 h, tandis que des pays d'Asie ont fermé les écoles et les universités et rendu le télétravail obligatoire. En liant la consommation d'énergie à la « sécurité nationale » ou à l'« urgence climatique », l'État crée une situation d'urgence perpétuelle qui justifie la dégradation permanente de votre niveau de vie.

Alors que le rationnement énergétique contrôle nos déplacements physiques, une nouvelle vague de réglementations vise également à contrôler notre existence numérique. La pression en faveur d'applications obligatoires de vérification d'identité et d'âge, illustrée par la législation récente de l'UE, du Royaume-Uni et de plusieurs États américains, est le coup de grâce porté à la vie privée en ligne.

L'argument est toujours présenté sous le prétexte de « protéger les enfants » ou de « lutter contre la désinformation ». Cependant, la réalité concrète est bien plus invasive. Il s'agit essentiellement de la mort de l'anonymat, pour tout le monde. Pour l'instant, les règles ne visent que certains sites web, mais cela pourrait bientôt s'étendre à l'accès à Internet en général : pour faire quoi que ce soit en ligne, vous devrez présenter un passeport numérique. Cela reliera chaque recherche, chaque commentaire et chaque transaction à votre identité légale. Une fois qu'une application de vérification d'identité sera devenue le gardien du monde numérique, l'État (ou ses mandataires privés) pourra simplement « activer » ou « désactiver » votre accès. L'accès pourrait vous être refusé si vous ne vous conformez pas à la dernière directive. Après tout ce que nous avons vu ces cinq dernières années, il n'est pas difficile d'imaginer que les gouvernements iront jusque-là — toujours sous couvert de « sécurité », bien sûr.

L'effet de cliquet

Une fois que l'État s'est emparé d'un pouvoir, il ne le rend jamais de son plein gré. C'est ce qu'on appelle l'effet cliquet : les situations d'urgence servent de prétexte à l'extension de ses prérogatives, et lorsque la crise s'estompe, ces pouvoirs nouvellement acquis, eux, perdurent.

Le monde occidental ne succombe pas à un coup d'État soudain ou à l'invasion d'une armée étrangère, il meurt de mille coupures, toutes infligées par des réglementations et des restrictions « raisonnables » « pour notre propre bien ». La seule défense contre cet autoritarisme qui gagne rapidement du terrain est un scepticisme implacable et sans concession face à toute « urgence » exigeant l'abandon des droits individuels. Si nous continuons à troquer notre liberté contre la promesse de sécurité, nous finirons par nous retrouver sans l'une ni l'autre.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse L'UE ÉTATS-UNIS